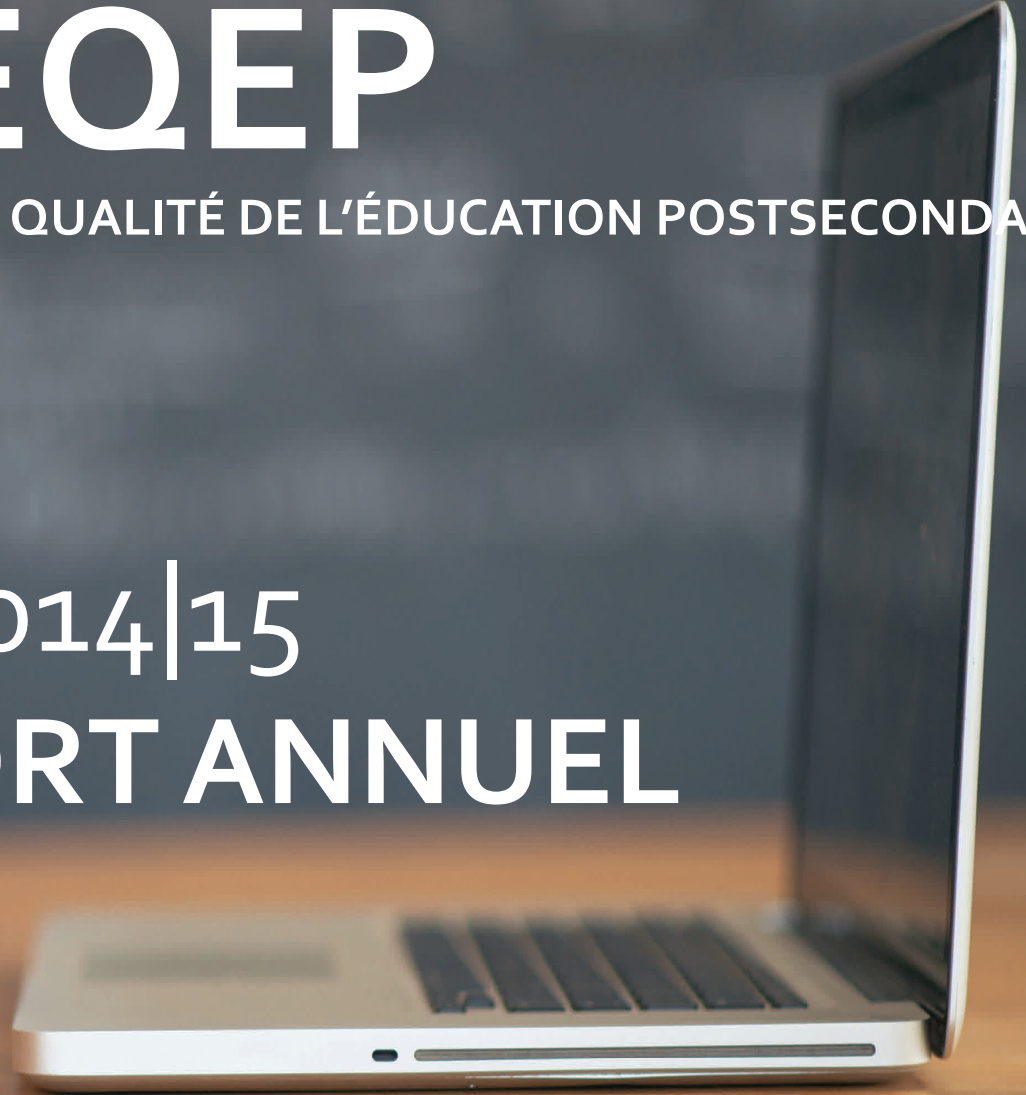


CEQEP

COMMISSION D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

2014|15

RAPPORT ANNUEL



NOTRE VISION

Inspirer l'excellence dans le domaine de l'éducation par l'exercice d'un leadership en assurance et en amélioration de la qualité

NOS VALEURS

Responsabilité

Transparence

Impartialité

Collégialité

Souci de la qualité et de l'amélioration continue

Respect d'une approche axée sur la recherche, les faits et les pratiques exemplaires

COMMISSION D'ÉVALUATION DE LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION POSTSECONDAIRE

NOTRE MANDAT

La Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire (CEQEP ou Commission) a été créée en vertu de la *Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*. Aux termes des articles 5 et 7 de la Loi, la Commission est habilitée :

- à examiner toutes les demandes de consentement confiées par le ministre en application de la Loi
- à établir les critères et les procédures nécessaires pour mesurer la qualité des programmes postsecondaires
- à procéder aux évaluations de la qualité des programmes et de la capacité des établissements
- à mettre sur pied des comités d'examen composés d'experts, des comités d'examen des établissements et des comités consultatifs
- à entreprendre les recherches qui s'imposent
- à faire des recommandations au ministre relativement aux demandes;
- à étudier toute autre question que lui soumet le ministre.

Pour mettre en œuvre son mandat, la Commission a établi ses propres normes, valeurs repères et procédures d'examen de la qualité en veillant, comme le précise la Loi, à ce que celles-ci soient « reconnues en Ontario et dans d'autres territoires de compétence ». La Commission évalue des programmes à la lumière de normes d'abord élaborées par la Commission et intégrées à celles qui constituent les normes relatives aux diplômes dans le Cadre de classification des titres de compétence de l'Ontario et le Cadre canadien de reconnaissance des qualifications correspondant à un grade. Les critères de la Commission correspondent également à d'autres procédures et normes énoncées dans la Déclaration ministérielle sur l'assurance de la qualité des programmes d'enseignement menant à des grades au Canada de 2007, dont des dispositions sur l'équité, la transparence, le recours à des groupes d'évaluateurs experts et la possibilité que les établissements commentent les examens menés avant que la Commission ne prenne des décisions.

MESSAGE DE LA PRÉSIDENTE



Au nom de la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire, je suis heureuse de présenter le rapport annuel 2014-2015. Ce rapport décrit les activités menées par la Commission du début avril 2014 à la fin mars 2015. Au cours de leurs six réunions, les membres de la Commission ont formulé 40 recommandations au ministre relativement à des demandes de consentement. De ce nombre, 35 portaient

sur des collèges d'arts appliqués et de technologie, trois sur des établissements publics et deux sur des établissements privés. Les pratiques d'assurance de la qualité évoluent constamment pour répondre à de nouveaux besoins, et la Commission est aussi soucieuse de la qualité que de l'amélioration continue. Au cours de l'année de déclaration, la Commission a mis en oeuvre un certain nombre de changements qui témoignent de son engagement en faveur de la qualité dans l'ensemble des établissements décernant des diplômes en Ontario. Ces changements mis en relief dans le présent rapport touchent entre autres les normes et les valeurs repères ou consistent en des améliorations aux processus internes de la Commission, aux relations avec les intervenants et aux méthodes de déclaration. La Commission se réjouit à la perspective de collaborer étroitement avec les intervenants en vue du maintien d'un système d'assurance de la qualité robuste et productif.

La Commission a eu la chance de bénéficier du soutien du Secrétariat, rattaché au ministère de la Formation et des Collèges et Universités. Durant l'année de déclaration, le personnel du Secrétariat a pris part à plusieurs conférences internationales dans le domaine de l'assurance de la qualité, notamment le Conseil pour l'accréditation dans l'enseignement supérieur et le Réseau international des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur. La participation à des tribunes internationales offre au personnel une précieuse occasion de discuter de questions stratégiques et opérationnelles dans les domaines de la délivrance de diplômes, de l'assurance de la qualité et de la protection des étudiants et étudiantes. Elle permet aussi d'échanger des idées sur de nouvelles tendances en matière d'assurance de la qualité, et de créer et maintenir des réseaux et des liens avec d'autres provinces et territoires en ce qui a trait à l'assurance de la qualité des diplômes. La Commission apprécie toujours autant les conseils et le soutien d'experts qui lui fournit le Secrétariat.

Je tiens aussi à remercier les membres de la Commission, Richard Barham, Rob Devitt, Robert Gordon, Ian Howcroft, Dianne Kieren, Alexandre Laurin et Kevin McCormick, pour leur contribution remarquable à notre organisme.

RÉALISATIONS

La Commission et le Secrétariat ont les initiatives et les améliorations suivantes à leur actif au cours de la plus récente année de déclaration:

- **Révision** de la désignation standardisée de la Commission afin d'éliminer les formulations restreignant antérieurement l'utilisation du terme « avec distinction » concernant les grades de quatre ans des collèges de l'Ontario.
- **Révision** d'un indice de référence au titre de la capacité de la Commission d'établir une norme pour les organismes privés et publics favorisant un calcul plus souple du pourcentage de membres du corps professoral qui enseignent dans des programmes de deuxième cycle et doivent détenir un grade terminal.
- **Révision** de deux des indices de référence de la Commission et des notes afférentes sur les exigences des programmes d'études concernant les matières non essentielles et l'éducation non spécialisée au chapitre de la norme sur le contenu des programmes, précisant le nombre de domaines secondaires à couvrir et donnant des éclaircissements sur la souplesse relative à l'exigence voulant que l'éducation non spécialisée représente au moins 20 % de l'ensemble du programme.
- **Élaboration** de critères visant un mécanisme accéléré de renouvellement de la vérification aboutissant à la publication, par la Commission, de *Lignes directrices de soumission à l'intention des collèges de l'Ontario entreprenant le mécanisme d'examen de la vérification pour le renouvellement du consentement du ministre en vertu de la Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire*.
- **Révision** des documents d'orientation servant à familiariser les évaluateurs avec les normes et indices de référence de la Commission, notamment pour approfondir leur connaissance des pratiques et procédures d'assurance qualité dans le contexte ontarien.
- **Mise à jour** des lignes directrices relatives à l'examen des échantillons de travaux d'étudiants dans le cadre du mécanisme de demande de renouvellement de la Commission.
- **Lancement** d'un projet pilote afin d'abrégé de 90 jours au total à 15 jours suivant la visite sur place le délai de réception, par la Commission, du rapport d'un comité d'experts.
- **Maintien** de la collaboration et de la consultation avec le groupe opérationnel des diplômes collégiaux de l'Ontario et le comité de coordination des vice-présidents (études) des collèges de l'Ontario.
- **Proposition** d'un projet de politique sur la reconnaissance mutuelle des évaluations d'assurance qualité à d'autres organismes canadiens d'assurance qualité, notamment le Degree Quality Assessment Board de la Colombie-Britannique, le campus Alberta Quality Council, le Saskatchewan Higher Education Quality Assessment Board et la Maritime Provinces Higher Education Commission.
- **Planification** conjointe et parrainage d'une conférence d'envergure internationale sur les résultats de l'apprentissage avec le conseil des universités de l'Ontario, le conseil des universités de l'Ontario sur l'assurance-qualité, le service d'assurance-qualité des collèges de l'Ontario et le Conseil ontarien pour l'articulation et le transfert.
- **Invitation** des directeurs des services d'assurance qualité des collèges de l'Ontario et du conseil des universités de l'Ontario sur l'assurance de la qualité pour participer à une téléconférence nationale mensuelle sur les questions d'intérêt mutuel en matière d'assurance qualité.
- **Établissement** et renforcement des réseaux par la participation directe à des congrès internationaux sur l'assurance qualité (le groupe international sur la qualité du Conseil pour l'accréditation dans l'enseignement supérieur et le Réseau international des organismes de promotion de la qualité en enseignement supérieur).
- **Parachèvement** de l'initiative de modernisation visant à relever la convivialité, l'accessibilité et la clarté du site Web de la Commission.
- **Reformulation** des valeurs de la Commission pour rendre compte des pratiques exemplaires dans le domaine de l'assurance qualité Internationale.
- **Poursuite** de la collaboration avec le ministère de la Formation et des Collèges et Universités.
- **Amélioration** d'un poste actuel du Secrétariat, analyste en politique de recherche, en concentrant les tâches sur la surveillance, la recherche et la communication des thèmes d'intérêt liés à l'assurance qualité à la Commission et au Secrétariat.

OBJECTIFS

OBJECTIFS POUR 2015-2016

La précision des objectifs de la Commission permet de suivre constamment et d'améliorer les aspects pratiques de l'assurance qualité, en plus de créer un point de référence pour la reddition de comptes et les progrès accomplis dans le rapport annuel 2015-2016. Voici les objectifs de la Commission pour 2015-2016:

1. Revoir et élargir les sondages sur la satisfaction de la CEQEP

Réviser les sondages sur la satisfaction de la CEQEP en établissant un système permettant de consigner la satisfaction concernant le niveau de service offert par le Secrétariat auprès des demandeurs et des experts en la matière, et aux fins des enquêtes spéciales, de façon périodique et permanente.

2. Réviser le rapport annuel de la CEQEP

Réviser le rapport annuel de la Commission pour ajouter d'autres renseignements sur les sondages sur la satisfaction de la CEQEP, les responsabilités redditionnelles concernant les objectifs de l'année de rapport précédente et la formulation de ceux de l'année suivante (Les résultats des nouveaux sondages sur la satisfaction de la CEQEP seront disponibles pour la première fois dans le rapport annuel 2015-2016).

3. Améliorer la cohérence de l'interprétation

Améliorer le degré de cohérence dans la façon dont les évaluateurs experts interprètent et appliquent les normes et indices de référence de la Commission.

4. Réévaluer les indices de référence de la Commission

Revoir le fondement probant des indices de référence dans les manuels de la Commission et préciser leur cohérence avec les normes nationales et internationales d'assurance qualité.

5. Élargir le réseau d'experts en la matière

Élargir le réseau d'experts en la matière de la Commission pour y ajouter des membres du corps enseignant de grade moins élevé, des enseignants affiliés aux collèges et des enseignants plus tournés vers l'enseignement.

6. Veiller à ce que les mesures de rendement de la CEQEP soient conformes à la planification stratégique

Établir des mesures permanentes de rendement de la CEQEP, en plus des mesures de rendement dont il est fait état ci-après (p. 7).

7. Suivre les examens de l'éducation non spécialisée

Préparer un système pour suivre et communiquer l'achèvement, réussi, par les demandeurs, des examens de l'éducation non spécialisée et les répercussions de ces examens aux fins des évaluations futures.

8. Engagement envers des consultations supplémentaires

Maintenir les consultations avec le comité coordinateur des vice-présidents (études) des collèges de l'Ontario en plus de consulter le groupe opérationnel des diplômés des collèges de l'Ontario.

9. Clarification des normes

Clarifier l'interprétation des indices de référence et, au besoin, fournir à cet égard des orientations supplémentaires, notamment des modifications et révisions.

10. Nouveau poste en recherche

Utiliser le poste nouvellement créé d'analyste de la politique de recherche de la CEQEP pour mener des recherches, afin de faire part des résultats à la Commission et à son Secrétariat, sur des thèmes d'intérêt clés liés à l'assurance qualité.

OBJECTIFS

BUTS PERMANENTS

En plus des objectifs fixés pour 2015-2016, préparés annuellement et propres à chaque année de rapport, la Commission a dégagé, au fil des ans, des buts permanents qui seront intégrés aux pratiques normalisées de fonctionnement, notamment:

1. Sondages sur la satisfaction de la CEQEP

Suivre les résultats des sondages sur la satisfaction de la CEQEP et en faire état dans chaque rapport annuel.

2. Publications annuelles mises à jour

Publier des révisions aux manuels, lignes directrices de soumission et relevés des modifications afférents sur le site Web de la Commission le 1^{er} juin de chaque année. Publier le rapport annuel de la Commission en juillet chaque année.

3. Amélioration continue des indices de référence et des procédures

Revoir et modifier au besoin les normes et les indices de référence de la Commission d'après la recherche, les données probantes et les pratiques exemplaires.

4. Publication des objectifs annuels

Dégager et formuler un ensemble d'objectifs d'année en année dont faire état dans le rapport annuel de la Commission, y compris les rapports sur le rendement de l'année par rapport aux objectifs établis.

MESURES DU RENDEMENT

Les mesures du rendement qui suivent aideront la Commission à suivre ses progrès concernant la satisfaction des parties intéressées et par rapport aux objectifs établis annuellement:

1. Amélioration de la satisfaction de base

Établir un objectif de rendement par rapport aux résultats de base des sondages sur la satisfaction 2015-2016 de la CEQEP et suivre les résultats d'année en année.

2. Résultats atteints par rapport aux objectifs annuels

Rendre compte des résultats obtenus par rapport aux objectifs annuels précédents de la Commission, d'une année à l'autre.

DEMANDES PRÉSENTÉES À LA COMMISSION

La Commission publie sur son site Web la liste complète des demandes traitées et en cours d'examen. Par ailleurs, tous les documents justificatifs, comme les demandes, les recommandations de la Commission et les décisions du ministre, peuvent être consultés sur le site, à www.peqab.ca/french.

Vous trouverez ci-dessous un aperçu général des 555 demandes présentées à la Commission depuis sa création en 2001 jusqu'au 31 mars 2015, inclusivement.

TYPE D'ÉTABLISSEMENT	NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS	DEMANDES TRAITÉES	DEMANDES RETIRÉES	DEMANDES À L'ÉTUDE	NOMBRE TOTAL DE DEMANDES REÇUES
Privé	30	50	10	6	66
Public, dans la province	9	84 ¹	3	2	89
Public, hors de la province	13	41	4	2	47
CAAT	21	334	10	9	353
TOTAL	73	509	27	19	555

¹ Parmi les demandes présentées par des établissements publics de la province, 75 émanaient de l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario et ont été étudiées par la Commission avant que l'université ne reçoive l'autorisation légale de conférer des grades.

ACTIVITÉS DE L'EXERCICE COURANT

TYPE D'ÉTABLISSEMENT	DEMANDES TRANSMISES	DEMANDES RETIRÉES	RECOMMANDATIONS FORMULÉES	DEMANDES À L'ÉTUDE AU 31 MARS 2015
Privé	6	1	2	6
Public, dans la province	2	0	0	2
Public, hors de la province	3	1	3	2
CAAT	22	1	35	9
TOTAL	33	3	40	19

DEMANDES TRANSMISES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Interior Design) – nouvel examen
Collège Algonquin d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Business (e-Business Supply Chain Management) – nouvel examen
Collège Centennial d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Information Sciences (Computer and Communications Network) – nouvel examen
Collège Centennial d'arts appliqués et de technologie	Modification	Bachelor of Applied Information Science (Software Systems Design)
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Environmental Public Health
Collège Conestoga de technologie et d'enseignement supérieur	Rapport sur les conditions du consentement	Bachelor of Business Administration (International Business Management)
Collège Fanshawe d'arts appliqués et de technologie	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Commerce (Leadership and Management) – nouvel examen
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Interior Design – nouvel examen
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Human Services (Police Studies) – nouvel examen
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Business (Financial Services) – nouvel examen
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Behavioural Psychology

DEMANDES TRANSMISES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Interpretation (American Sign Language – English)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Hospitality and Tourism Management)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Commerce (Healthcare Management)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Film and Media Production)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Criminal Justice)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Community Development
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Health Sciences (Workplace Health and Wellness)
Collège Niagara d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Business (International Commerce and Global Development) – nouvel examen
Collège Niagara d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Business Administration (Hospitality) – nouvel examen
Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie	Renouvellement du consentement	Bachelor of Child Development
Collège Sheridan de technologie et d'enseignement supérieur	Modification	Bachelor of Business Administration (Global Business Management)

DEMANDES TRANSMISES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

PRIVÉ

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Northeastern University	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Health Informatics
Northeastern University	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Information Assurance
Northeastern University	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Project Management
Northeastern University	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Regulatory Affairs for Drugs, Biologics & Medical Devices
Académie Our Lady Seat of Wisdom	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Arts (Christian Humanities)
École polytechnique des Six Nations	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Arts in Ogweheweh Languages (Mohawk or Cayuga)

PUBLIC

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Université Algoma	Renouvellement du consentement	Bachelor of Science (Honours) in Biology
Université Algoma	Renouvellement du consentement	Bachelor of Social Work
Central Michigan University	Renouvellement du consentement	Master of Arts (Education - Community College)
Université Mount Saint Vincent	Renouvellement du consentement	Master of Education (Literacy Education)
Université du Nouveau-Brunswick	Renouvellement du consentement	Bachelor of Nursing

RECOMMANDATIONS FORMULÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
COLLÈGE ALGONQUIN D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Early Learning and Community Development	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Interior Design) – nouvel examen	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Business (e-Business Supply Chain Management) – nouvel examen	Communiquée au ministre	En attente
COLLÈGE CENTENNIAL D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Information Sciences (Computer and Communications Network) – nouvel examen	Communiquée au ministre	En attente
COLLÈGE CONESTOGA D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Environmental Public Health	Communiquée au ministre	En attente
Rapport sur les conditions du consentement	Bachelor of Business Administration (International Business Management)	Conditions remplies	Conditions remplies
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Technology (Architecture - Project and Facility Management)	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Engineering (Electronic Systems Engineering) – nouvel examen	Accorder le consentement	Accorder le consentement
COLLÈGE FANSHAWE D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Commerce (Digital Marketing)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Environmental Design and Planning	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Commerce (Management) – nouvel examen	Accorder le consentement	Accorder le consentement

RECOMMANDATIONS FORMULÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
COLLÈGE GEORGE BROWN D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Behavioural Psychology	Communiquée au ministre	En attente
Rapport sur les conditions du consentement	Bachelor of Technology (Construction Management)	Conditions remplies	Conditions remplies
Renouvellement du consentement	Bachelor of Business Administration (Hospitality)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Financial Services) - nouvel examen	Accorder le consentement	Accorder le consentement
COLLÈGE GEORGIAN D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Business Administration (Management and Leadership)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Interior Design (nouvel examen)	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Business (Golf Management)	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Business (Automotive Management) - nouvel examen	Communiquée au ministre	En attente
COLLÈGE HUMBER DE TECHNOLOGIE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Behavioural Science	Communiquée au ministre	En attente
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Commerce (Healthcare Management)	Communiquée au ministre	En attente
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Digital Communications	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Criminal Justice)	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Digital Business Management)	Accorder le consentement	Accorder le consentement

RECOMMANDATIONS FORMULÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
COLLÈGE HUMBER DE TECHNOLOGIE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Fashion Management)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Hospitality and Tourism Management)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (Human Resources Management)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Commerce (International Business)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
COLLÈGE NIAGARA D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Business Administration (Human Resources)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Business Administration (Hospitality) – nouvel examen	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Business Administration (International Commerce and Global Development) – nouvel examen	Accorder le consentement	Accorder le consentement
COLLÈGE SENECA D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE			
Renouvellement du consentement	Bachelor of Aviation Technology	Accorder le consentement	Accorder le consentement
INSTITUT SHERIDAN DE TECHNOLOGIE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR			
Modification (durée du consentement)	Bachelor of Business Administration (Global Business Management)	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Health Sciences (Athletic Therapy)	Accorder le consentement	Accorder le consentement
Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Health Sciences (Exercise Sciences and Health Promotion)	Communiquée au ministre	En attente

RECOMMANDATIONS FORMULÉES ENTRE LE 1ER AVRIL 2014 ET LE 31 MARS 2015

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
NORTHEASTERN UNIVERSITY			
Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Information Assurance	Communiquée au ministre	En attente
Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Regulatory Affairs for Drugs, Biologics & Medical Devices	Communiquée au ministre	En attente

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

CENTRAL MICHIGAN UNIVERSITY			
Renouvellement du consentement	Master of Arts (Education - Community College)	Communiquée au ministre	En attente
CHARLES STURT UNIVERSITY			
Renouvellement du consentement	Bachelor of Early Childhood Studies	Communiquée au ministre	En attente
Renouvellement du consentement	Master of International Education (School Leadership)	Communiquée au ministre	En attente

RECOMMANDATIONS FAITES PAR LA COMMISSION AVANT LE 1ER AVRIL 2014

Avant le 1er janvier 2012, le ministre devait soumettre toute demande de consentement à la Commission d'évaluation de la qualité de l'éducation postsecondaire (CEQEP) à des fins d'examen et de recommandation, aux termes de la Loi de 2000 favorisant le choix et l'excellence au niveau postsecondaire (LFCENP). À la réception de recommandations de la part de la CEQEP, le ministre examinait toute politique plus générale du gouvernement de l'Ontario pouvant s'y rapporter ou toute conséquence financière pouvant découler du consentement, et ce, avant de rendre une décision.

Les modifications apportées aux règlements pris en application de la Loi à compter du 1er janvier 2012 permettent au ministre de rejeter toute demande pour des motifs stratégiques énoncés dans la réglementation, de soumettre une demande à une autre entité ou de la soumettre à la CEQEP à des fins d'examen et de recommandation.

En date du 31 mars 2015, on compte deux demandes à l'égard desquelles la Commission a fait une recommandation avant l'exercice en cours, dont le ministre n'a pas terminé l'examen.

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
Collège Centennial d'arts appliqués et de technologie	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Emergency Management and Public Safety	Communiquée au ministre	En attente

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

ÉTABLISSEMENT	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE	RECOMMANDATION DE LA COMMISSION	DÉCISION DU MINISTRE
Institut pontifical d'études médiévales	Offrir un programme menant à un grade	Mediaeval Studies Doctorate	Communiquée au ministre	En attente

DEMANDES À L'ÉTUDE AU 31 MARS 2015

COLLÈGES D'ARTS APPLIQUÉS ET DE TECHNOLOGIE

ÉTABLISSEMENT	DATE DE TRANSMISSION	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Collège Centennial d'arts appliqués et de technologie	6 nov. 2014	Modification	Bachelor of Applied Information Science (Software Systems Design)
Cornell University	11 déc. 2013	Renouvellement du consentement	Master of Business Administration
Collège George Brown d'arts appliqués et de technologie	29 mai 2014	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Interpretation (American Sign Language - English)
Collège Georgian d'arts appliqués et de technologie	13 mai 2014	Renouvellement du consentement	Bachelor of Human Services (Police Studies) – nouvel examen
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	24 juin 2014	Renouvellement du consentement	Bachelor of Applied Arts (Film and Media Production)
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	15 déc. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Community Development
Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur	15 déc. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Health Sciences (Workplace Health and Wellness)
La Cité Collégiale d'Arts Appliqués et de Technologie	13 déc. 2013	Renouvellement du consentement	Baccalauréat en biotechnologie
Collège Seneca d'arts appliqués et de technologie	16 juin 2014	Renouvellement du consentement	Bachelor of Child Development

DEMANDES À L'ÉTUDE AU 31 MARS 2015

ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS

ÉTABLISSEMENT	DATE DE TRANSMISSION	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Lawrence Technological University	22 janv. 2014	Renouvellement du consentement	Master of Business Administration
Northeastern University	9 juill. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Project Management
Northeastern University	29 juill. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Master of Science in Health Informatics
Académie Lady Seat of Wisdom	30 sept. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Arts (Christian Humanities)
École polytechnique des Six Nations	30 sept. 2014	Offrir un programme menant à un grade	Bachelor of Arts in Ogwehóweh Languages (Mohawk or Cayuga)

ÉTABLISSEMENTS PUBLICS

ÉTABLISSEMENT	DATE DE TRANSMISSION	DEMANDE EN VERTU DE LA LOI	OBJET DE LA DEMANDE
Université Algoma	4 nov. 2014	Renouvellement du consentement	Bachelor of Science (Honours) in Biology
Université Algoma	18 févr. 2015	Renouvellement du consentement	Bachelor of Social Work
Université Mount Saint Vincent	18 févr. 2015	Renouvellement du consentement	Master of Education (Literacy Education)
Université du Nouveau-Brunswick	3 juin 2014	Renouvellement du consentement	Bachelor of Nursing

ÉVALUATEURS DE LA QUALITÉ

La Commission compte sur les compétences de nombreux universitaires et gestionnaires supérieurs qui, à titre de membres des comités d'experts, examinent la rigueur de l'enseignement des programmes proposés ainsi que la capacité des établissements à les dispenser. Les membres de ces comités d'experts étudient les demandes et rédigent des rapports à l'intention de la Commission. La Commission reconnaît la contribution des 58 personnes suivantes dont les conseils d'experts ont été pris en compte par la Commission avant d'émettre des recommandations au ministre cette année.

Olasunkanmi Adegoke, PhD

Ravi Adve, PhD

Naresh Agarwal, PhD

Marion Alexander, PhD

Lesley Andres, PhD

Paul Axelrod, PhD

Michael Bauer, PhD

Rachel Berman, PhD

Ronald Bond, PhD

Efrim Boritz, PhD

Jean-Paul Bourdreau, PhD

Charles Blaich, PhD

Serge Carrier, PhD

Lynn Chalmers, MDes

Marilyn Chapman, PhD

Sean Cleary, PhD

David Cray, PhD

Desmond Ellis, PhD

Greg Elmer, PhD

Anthony Faria, PhD

Terrance Galvin, PhD

Susan Gano-Phillips, PhD

Pierre Gauthier, PhD

George Gekas, PhD

Paul Haslam, PhD

Joan Hawthorne, PhD

Gerald Hunt, PhD

Richard Irving, PhD

Knud Jensen, PhD

Marion Joppe, PhD

Bassam Jubran, PhD

Kevin Kinser, PhD

Tammy Landau, PhD

Lynn Langer, PhD

Michel Laroche, PhD

Christopher Longo, PhD

Susanne MacDonald, PhD

Peter Mahaffy, PhD

Lorna Marsden, PhD

Rosemary McGowan, PhD

Michael Grahame Moore, PhD

John Munro, DBA

Andrew Papadopoulos, PhD

Nicolas Papadopoulos, PhD

Joseph Pear, PhD

Ronald Pushchak, PhD

Gurvinder Singh Rekhi, PhD

Patrick Renihan, PhD

Sam Scully, PhD

Alexandre Sevigny, PhD

Tarlochan Sidhu, PhD

Ken Stackpoole, PhD

Carole Stewart, PhD

Jason Sutherland, PhD

Shambhu Upadhyaya, PhD

Anil Verma, PhD

Stephen Yau, PhD

Fei Yuan, PhD

COMITÉS DE LA COMMISSION

Outre les comités composés d'experts en contenu, la Commission peut constituer d'autres comités consultatifs pour aider à l'examen des demandes. La Commission a trois comités consultatifs:

COMITÉ D'EXAMEN DES ÉTABLISSEMENTS

Ce comité permanent a été établi par la Commission pour examiner la capacité organisationnelle et financière des établissements qui présentent une demande. La Commission forme un sous-comité composé des membres suivants du comité pour examiner les demandes.

Ronald B. Bond, PhD
Neil Henry, MA
Ian Mugridge, PhD
John M. Munro, DBA
Stephen Murgatroyd, PhD
Doug O'wram, PhD
Sam Scully, PhD
John Watson, PhD

COMITÉ DES ARTS LIBÉRAUX

Les normes de la Commission applicables aux diplômes de premier cycle établissent comme attente le fait que les titulaires aient acquis des connaissances et des compétences qui relèvent non seulement de leur domaine d'études particulier, mais aussi d'autres disciplines. Par conséquent, la Commission exige que les programmes menant à un diplôme de premier cycle comprennent, outre le principal domaine d'études, un volet important d'arts libéraux. Les membres du comité des arts libéraux sont spécialisés dans l'étude des arts libéraux ou de l'éducation générale du point de vue pédagogique. La Commission forme un sous-comité à même les membres suivants pour examiner les demandes d'établissements qui visent à offrir un programme menant à l'obtention d'un grade universitaire de premier cycle.

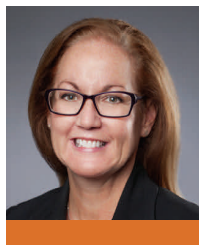
Paul Axelrod, PhD
Charles Blaich, PhD
Susan Gano-Phillips, PhD
Joan Hawthorne, PhD
Peter Mahaffy, PhD
Paul W. Ranieri, PhD
Carole Stewart, PhD

COMITÉ DE L'ÉDUCATION À DISTANCE

Pour assurer l'examen des demandes des établissements qui proposent de recourir à la technologie de l'apprentissage en ligne pour dispenser un programme menant à l'obtention d'un grade, la Commission forme un sous-comité à même les membres du comité de l'éducation à distance. Le comité permanent sur l'éducation à distance est composé de personnes ayant une expertise en enseignement à distance et en technologie éducative. La Commission nomme des membres de ce comité pour revoir la capacité d'offrir des programmes d'apprentissage en ligne ou programmes mixtes comportant un volet d'apprentissage en ligne des établissements qui soumettent une demande d'établissement de tels programmes, ou pour évaluer les volets d'apprentissage en ligne de programme particuliers menant à un grade.

Tony Bates, PhD
Michael G. Moore, PhD
T. Craig Montgomerie, PhD
Stephen Murgatroyd, PhD

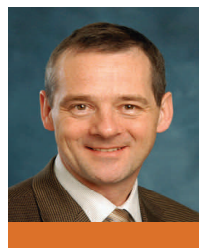
MEMBRES DE LA COMMISSION



PRÉSIDENTE
MAUREEN J. MORTON

(présidente du 25 avril 2011 au 31 mai 2016; vice-présidente du 1er juillet 2001 au 24 avril 2011) a obtenu un LL.B. de l'Université de Toronto en 1989. Elle est avocate spécialiste du secteur de la technologie depuis son admission au barreau, en 1991. Elle a travaillé

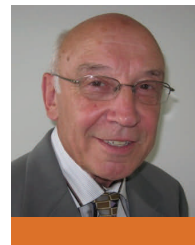
chez Fasken Martineau DuMoulin LLP jusqu'en 1994, année où elle s'est jointe au cabinet Lerner & Associates LLP. Elle a été nommée, en février 2000, vice-présidente, puis, en 2008, première vice-présidente des affaires juridiques d'Autodata Solutions Company. Me Morton est présidente de MJM Law Professional Corp. depuis 2012. Elle a siégé au conseil d'administration de plusieurs organismes sans but lucratif et est actuellement présidente du conseil d'administration de la TechAlliance of Southwestern Ontario.



ROB DEVITT

(25 novembre 2013 au 24 novembre 2016) détient un baccalauréat de l'Université Queen's et une maîtrise de l'Université d'Ottawa, et est gestionnaire agréé des services de santé. M. Devitt a récemment pris sa retraite en tant que président et directeur général de l'hôpital général Toronto East, un établissement d'enseignement

d'enseignement au service des collectivités du Sud-Est de Toronto. Il y a été nommé en vue d'aider bon nombre d'autres hôpitaux de l'Ontario, y compris à titre de superviseur et d'évaluateur des pairs. En 2009, M. Devitt a été nommé au poste de directeur général par intérim de cyberSanté Ontario afin de remettre l'organisation sur la bonne voie. Avant de se joindre à l'hôpital général Toronto East, il était président-directeur général du Centre régional de santé de Peterborough, où il a dirigé l'intégration et la fusion de deux hôpitaux distincts et a réussi à obtenir l'approbation du gouvernement en vue de la création d'un nouvel hôpital de remplacement à Peterborough. M. Devitt agit aussi à titre de précepteur d'étudiants à la maîtrise en administration. Il est actuellement agrégé supérieur de l'Institute of Health Policy, Management and Evaluation de l'Université de Toronto.



RICHARD BARHAM

(1er juillet 2007 au 30 juin 2016) est retraité et possède un baccalauréat et une maîtrise de l'Université d'Otago, en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'un doctorat de l'Université de l'Alberta. Il a occupé différents postes de professeur à l'Université d'Otago, à l'Université de l'Alberta et à l'Université de Guelph, où il a été directeur de

département, puis doyen du College of Family and Consumer Studies. Il a agi pendant deux mandats en tant que vérificateur des examens des programmes de premier cycle effectués par le Conseil des universités de l'Ontario et a été membre du groupe de travail du CUO sur la mise en œuvre de l'assurance de la qualité et la transition vers celle-ci de mai 2008 à octobre 2009. En 2011, M. Barham a été nommé membre honoraire de l'Université de Guelph.



ROBERT (SQUEE) GORDON

(23 novembre 2009 au 23 novembre 2015) a passé plus de 45 ans dans le secteur de l'éducation publique, notamment sept ans comme président du Collège Dawson à Montréal et 25 ans en tant que président du Collège Humber de technologie et d'enseignement supérieur à Toronto. Il est titulaire d'un baccalauréat en histoire, d'une maîtrise en histoire moderne de la Grande-Bretagne, d'une maîtrise en

administration scolaire, d'une maîtrise en administration publique et d'un doctorat en administration scolaire ainsi que de plusieurs doctorats honorifiques. M. Gordon a un long passé de participation à de nombreux conseils et comités, y compris en tant que président du Fonds de technologie de l'Ontario, de l'Association des collèges communautaires du Canada et de la League for Innovation in the Community College, que membre du Conseil du premier ministre de l'Ontario, que président du Comité des présidents de l'Ontario, que président et président du conseil de Canada Basketball, que président et président du conseil de la Corporation de l'Université Bishop's, que chef en résidence du Council for Emerging Leaders du Conference Board of Canada, que président du conseil de Réacheminement des déchets Ontario, que membre du corps professoral d'études supérieures de l'Université de Toronto et de la Central Michigan University, ainsi que membre de la Fiducie du patrimoine ontarien, du Comité consultatif du secteur privé des Réseaux de centres d'excellence Canada et du comité d'experts sur les compétences en STGM du Conseil des académies canadiennes. M. Gordon est également membre de l'Ordre de l'Ontario.

MEMBERS OF THE BOARD



IAN T. HOWCROFT

(13 novembre 2012 au 19 juin 2015) est vice-président de la section de l'Ontario de Manufacturiers et Exportateurs du Canada. Il est responsable de toutes les activités de la division, y compris le développement des entreprises, les politiques et les interventions. M. Howcroft détient un baccalauréat spécialisé de l'Université McMaster et un

diplôme en droit de l'Université Western Ontario. M. Howcroft a joué un rôle de premier plan dans la gestion des marchés publics et l'administration du programme SMART de MEC (doté d'une enveloppe de plus de 20 millions de dollars) de même que dans plusieurs autres initiatives touchant les compétences, les ressources humaines, l'énergie, l'environnement, la santé et la sécurité, et l'indemnisation des accidentés du travail. Membre de longue date du Barreau du Haut-Canada, il siège à divers conseils, comités directeurs, organisations et comités de toutes sortes, dont le comité consultatif sectoriel des Centres d'excellence de l'Ontario, le réseau d'experts du Centre for WorkplaceSkills, les conseils d'administration de Compétences Canada et de l'Agence pour les petites entreprises de l'Ontario (APEO), le comité consultatif de Partners in Project Green (GTAA) et le groupe consultatif du ministère du Travail.



DIANNE KIEREN

(du 4 juin 2010 au 3 juin 2016) est professeure émérite de l'Université de l'Alberta, où elle a occupé les postes de présidente du Département des études de la famille ainsi que de vice-rectrice associée aux études. Elle a obtenu son doctorat et sa maîtrise en sciences à l'Université du Minnesota. Elle a été présidente de l'Alberta Private

Colleges Accreditation Board et a également effectué deux mandats au sein du Campus Alberta Quality Council. Elle a siégé au conseil d'administration de plusieurs établissements postsecondaires, d'un hôpital, de l'Institut Vanier de la famille, d'une régie régionale des services sociaux, de nombreuses associations sans but lucratif, de la Good Samaritan Society, de Good Samaritan Canada et du conseil régional de l'organisme Alberta Persons with Developmental Disabilities.



ALEXANDRE LAURIN

(18 septembre 2012 au 16 septembre 2017) est directeur de recherche de l'Institut C.D. Howe. De 1999 à 2008, M. Laurin a travaillé au sein du Service d'information et de recherche parlementaires où il fournissait, de façon non partisane et confidentielle, des rapports, analyses et conseils stratégiques aux députés de la Chambre des

communes, aux sénateurs et aux comités parlementaires. Il est l'auteur de nombreuses études publiées sous les auspices de l'Institut C.D. Howe et d'autres organisations, et participe souvent aux débats relatifs aux politiques gouvernementales par l'entremise de séminaires, de conférences et de sorties dans les médias. Il détient une maîtrise en économie (1998) de l'Université Queen's et un baccalauréat ès sciences en économie (1997) de l'Université du Québec à Montréal.



KEVIN MCCORMICK

(18 septembre 2012 au 18 septembre 2015) est président et recteur de l'Université Huntington à Sudbury, Ontario. Il a conçu et lancé le premier centre d'excellence en enseignement et apprentissage du Nord de l'Ontario dans le but de créer des occasions propices à l'élaboration de stratégies d'enseignement et d'apprentissage novatrices.

Son vif intérêt pour l'éducation sur la scène internationale en a fait une sommité dans le domaine. Il a voyagé dans des pays comme l'Inde, le Vietnam et la Thaïlande pour favoriser l'accès aux études supérieures aux côtés d'organismes de soutien aux réfugiés, de personnes déplacées et de représentants gouvernementaux. Pendant son mandat comme vice-président du Collège Georgian, le professeur McCormick a introduit de nouveaux diplômes d'études appliquées et mis sur pied des partenariats avec des universités et des programmes d'études supérieures dans le but de promouvoir l'intégration des programmes des collèges et des universités. Ardent défenseur d'un enseignement de qualité, le professeur McCormick fut le premier membre du corps enseignant des collèges de l'Ontario à être nommé professeur canadien de l'année à la fois par le Conseil canadien pour l'avancement de l'éducation et l'International Council for the Advancement and Support of Education.

SECRÉTARIAT DE LA CEQEP

Le Secrétariat est constitué d'un petit groupe d'employés du ministère dont le rôle est d'assurer un soutien administratif à la Commission. Ses activités consistent notamment à :

- élaborer des méthodes d'évaluation des universités et établissements et des normes d'assurance de la qualité connexes
- gérer les demandes de consentement
- recruter des experts que la Commission pourra retenir comme évaluateurs;
- communiquer avec les parties prenantes et auteurs éventuels de demandes, y compris les facultés et membres de la haute direction des universités et autres établissements postsecondaires
- mener des analyses préliminaires de la qualité des programmes de premier, deuxième et troisième cycles menant à un grade; assurer la liaison avec les représentants du gouvernement, évaluateurs de programmes d'études, organismes de réglementation et d'autres organisations du secteur de l'assurance de la qualité
- mener des recherches et des activités d'élaboration et de mise en œuvre de projets stratégiques complexes ayant trait à l'assurance de la qualité des études supérieures, à la collation de grades et aux résultats d'apprentissage des programmes menant à un grade.

Au 31 mars 2015, le Secrétariat est composé des membres suivants :

Chief Executive Officer
Senior Policy Advisor
Senior Policy Advisor
Senior Policy Advisor
Senior Policy Advisor
Research Policy Analyst
Administrative Coordinator

James Brown, PhD
Ivy Loke, PhD
Taryn Pimento, MA
Janna Lüttmann, MPPA (on leave)
Charlotte McCloskey, MBA (on secondment)
Joel Bunting, PhD
Rosaria Cioffi, CSC

DÉPENSES DES MEMBRES DE LA COMMISSION

Indemnités journalières et services	\$15,265.02
Frais de déplacement	\$3,937.53
TOTAL	\$19,202.55

